



PREFET DE L'AUBE

Arrêté n° *B E C P 2 0 1 8 1 3 7 - 0 0 0 1*

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société LD MATERIAUX
Commune de BUCHERES

Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

Le Préfet de l'Aube,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

.....

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1, L. 512-8 et L. 514-5 ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 13/10/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2713 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées suite à la visite du 28 février 2018, transmis par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 19 avril 2018 à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et octroyant un délai de 15 jours pour formuler ses observations sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

CONSIDERANT que lors de la visite d'inspection du 28 février 2018, l'inspection des installations classées a constaté que la société LD MATERIAUX exploite une installation de tri, transit, regroupement de déchets dangereux, notamment des big-bags de déchets amiantés et des bouteilles de gaz, pour une quantité totale supérieure à 1 tonne ;

CONSIDERANT qu'en application de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement définissant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'activité de tri, transit, regroupement de déchets dangereux est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2718 si la quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente est supérieure à 1 tonne ;

CONSIDERANT par conséquent que l'installation, dont l'activité a été constatée lors de la visite du 28 février 2018, relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2718 et est exploitée sans l'autorisation préfectorale requise en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement

CONSIDERANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société LD MATERIAUX de régulariser sa situation administrative ;

CONSIDÉRANT que les déchets d'amiante, sont des déchets dangereux susceptibles d'émettre des poussières dangereuses pour la santé ;

CONSIDÉRANT que les conditions de gestion de ces déchets constatées lors de la visite du 28 février 2018, en particulier la présence d'emballages étiquetés amiante ouverts ou renversés sur des aires non-protégées et l'absence de registre des déchets entrants ou sortants sont de nature à menacer les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article L. 171-7, « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an.*

Elle peut suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages ou la poursuite des travaux, opérations ou activités jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la déclaration ou sur la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification, à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le présent code ne s'y opposent.

L'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure» ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de ce qui précède, il y a lieu, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de suspendre l'activité de tri, transit, regroupement de déchets dangereux jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'autorisation ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de ce qui précède, il y a lieu, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de prescrire des mesures conservatoires visant à assurer la bonne élimination des déchets dangereux présents ;

CONSIDERANT que lors de la visite d'inspection du 28 février 2018, l'inspection des installations classées a constaté que la société LD MATERIAUX exploite une installation de tri, transit, regroupement de métaux et de déchets métalliques sur une surface supérieure à 100 m² ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement définissant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'activité de tri, transit, regroupement de métaux et déchets métalliques est soumise au régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2713 si la surface de l'activité est supérieure à 100 m² ;

CONSIDÉRANT par conséquent que l'installation, dont l'activité a été constatée lors de la visite du 28 février 2018 relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2713 et est exploitée sans la déclaration administrative requise en application de l'article L. 512-8 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société LD MATERIAUX de régulariser sa situation administrative ;

CONSIDÉRANT ce qui précède, la société LD MATERIAUX est tenue de respecter, sur son site de BUCHERES, les dispositions de l'arrêté ministériel du 13/10/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2713 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 13/10/10 sus-mentionné prévoit au point 2.9 de son annexe I que *«Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières, produits et déchets doit être étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement»* ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 28 février 2018, l'inspection des installations classées a constaté que le sol des aires de stockage et manipulation des déchets n'est pas étanche et n'est pas équipé de façon à recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 13/10/10 sus-mentionné prévoit au point 2.10 de son annexe I que *« Tout stockage de produits et de déchets susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100% de la capacité du plus grand réservoir ; - 50% de la capacité globale des réservoirs associés»* ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 28 février 2018, l'inspection des installations classées a constaté que des capacités de stockage de produits et des déchets susceptibles de créer une pollution de l'eau et du sol ne sont associés à aucune capacité de rétention ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 13/10/10 sus-mentionné prévoit au point 7.1.2 de son annexe I que *« L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site. Ce registre est consigné dans le dossier « installations classées » prévu au point 1.4. Le registre des déchets entrants contient les informations suivantes :- La date de réception ; - Le nom et l'adresse du détenteur des déchets ; - La nature et la quantité de chaque déchets reçus (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R541-8 du code de l'environnement) ;*

- *L'identité du transporteur des déchets ; - Le numéro d'immatriculation du véhicule ; - l'opération subie par les déchets dans l'installation » ;*

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 28 février 2018, l'inspection des installations classées, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de registre à jour traçant toutes les entrées de déchets sur le site ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 13/10/10 sus-mentionné prévoit au point 7.3.2 de son annexe I que « *L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants de l'installation. Ce registre est consigné dans le dossier « installations classées » prévu au point 1.4. Le registre des déchets sortants contient les informations suivantes :- La date de l'expédition ; - Le nom et l'adresse du repreneur ; - La nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature défini à l'article R541-8 du code de l'environnement) ; - L'identité du transporteur ; - Le numéro d'immatriculation du véhicule ; - Le code du traitement qui va être opéré » ;*

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 28 février 2018, l'inspection des installations classées, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de registre à jour traçant toutes les sorties de déchets sur le site ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 13/10/10 sus-mentionné prévoit au point 7.5 de son annexe I que « *Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit » ;*

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 28 février 2018, l'inspection des installations classées a constaté la présence au sol de traces de brûlages de déchets à l'air libre ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des points 2.9, 2.10, 7.1.2, 7.3.2 et 7.5 de l'annexe I de articles 8, 8.1 et 8.4 de l'arrêté ministériel du 13/10/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2713 ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LD MATERIAUX de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 13/10/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2713, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aube ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : MISE EN DEMEURE

La société LD MATERIAUX, située 8 route de Dijon à BUCHERES (10800) et dont le siège social est situé à la même adresse, ci-après dénommé l'exploitant, est mise en demeure :

1. de régulariser, sous un délai de 3 mois, sa situation administrative au regard des installations de tri, transit, regroupement de déchets dangereux soit :
 - en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale en préfecture de l'Aube ;
 - en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue par le code de l'environnement ;
2. de régulariser sous un délai de 1 mois sa situation administrative au regard des installations de tri, transit, regroupement de métaux et déchets métalliques soit :
 - en réalisant la déclaration prévue par les articles R. 512-47 et suivants du code de l'environnement ;
 - en cessant ces activités et en procédant à la remise en état prévue par le code de l'environnement ;
3. de respecter sous un délai de 1 mois les points 2.9, 2.10, 7.1.2, 7.3.2 et 7.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 13/10/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2713 ;

ARTICLE 2 : SUSPENSION

L'activité de tri, transit, regroupement de déchets dangereux est suspendue jusqu'à ce qu'il soit statué sur le dossier de demande d'autorisation environnementale de régularisation d'activité demandé à l'article 1^{er} du présent arrêté.

L'exploitation d'une installation en violation d'une mesure de suspension en application de l'article L. 171-7 de l'environnement est réprimée par l'article L. 173-1-II-3° qui prévoit une peine de deux ans et de 100 000 € d'amende, indépendamment des sanctions administratives qui peuvent être prises.

ARTICLE 3 : MESURES CONSERVATOIRES

L'exploitant est tenu de respecter les mesures conservatoires suivantes :

- évacuer tous les déchets dangereux présents sur le site, notamment les big-bags de déchets d'amiante et les bouteilles de gaz, dans des installations dûment autorisées à les traiter dans un délai d'1 mois ;
- les déchets évacués donneront lieu à l'établissement de bordereaux de suivi de déchets CERFA qui seront transmis à l'inspection des installations classées et au préfet dans un délai de deux mois ;
- dans l'attente de leur évacuation, les déchets amiantés seront conditionnés dans des emballages étanches, fermés et à l'abri des intempéries.

ARTICLE 4 : SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article premier du présent arrêté dans les délais imposés et indépendamment des poursuites pénales pouvant être proposées, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement :

« Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives suivantes :

1° L'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date qu'elle détermine une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser. La somme consignée est restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou opérations. Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine. Le comptable peut engager la procédure « de saisie administrative à tiers détenteur prévue à l'article L. 262 » du livre des procédures fiscales.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites ; les sommes consignées en application du 1° sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure. Les dispositions des deuxième et troisième alinéas du 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée au-delà d'un délai de trois ans à compter de la constatation des manquements.

Les mesures prévues aux 1°, 2° 3° et 4° ci-dessus sont prises après avoir informé l'intéressé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé. »

ARTICLE 5 : RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, à savoir le tribunal administratif de CHÂLONS EN CHAMPAGNE par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à la société LD MATERIAUX.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de BUCHERES et mise à disposition de toute personne intéressée.

ARTICLE 5 : EXECUTION

Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Aube, madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le 17 MAI 2018

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale


Sylvie CENDRE